



Rachetez votre abonnement 2021 maintenant. Le bulletin de versement est au milieu du journal.

AZB / P.P. 3018 Bern

L'IDEE

Jeunes UDC Romands

www.zeitungidee.ch

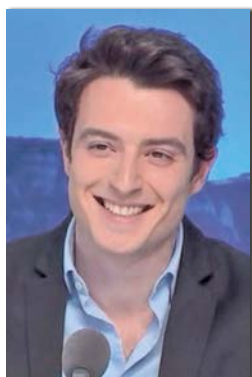
3/2021

Abo Fr. 35.-

COMMENTAIRE



Le port d'armes en Suisse : lorsque se protéger devient une infraction



Par Mathieu Romanens,
président de l'UDC section Ville de
Genève

En Suisse, pays dit de liberté et où la culture des armes fait partie de notre ADN, obtenir le droit d'en porter une peut s'avérer être un véritable calvaire et ce, même si vous avez des raisons sérieuses qui le justifient. En effet, pour ce faire, l'art. 27 al. 2a et b de la loi sur les armes pose l'exigence qu'une personne éta-

blisse de façon plausible qu'elle doit se protéger ou protéger des tiers contre un danger tangible. Notion que le Tribunal fédéral a précisée en affirmant que le danger n'avait pas à être concret. Il convient également d'ajouter que le permis de port d'armes n'est pas le permis d'acquisition d'armes qui lui, ne permet que d'effectuer les trajets du stand de tir au domicile.

S'il est facile d'affirmer qu'un bijoutier, qu'un employé de bureau de change ou qu'un armurier puisse facilement apporter la preuve du danger pouvant justifier d'avoir un permis de port d'armes, telle n'est pas la vision de nos autorités qui ont tendance à leur refuser ou à éviter de leur renouveler lesdits permis.

Sans rentrer dans de sordides détails, ceux qui ont une connaissance du combat armé n'auront rien à rétorquer lorsqu'il est affirmé que face à une arme, pour sa survie, il faut une autre arme. C'est par ailleurs ce qu'a vécu l'armurier Jean-Paul Schild qui a subi un échange de tir avec des braqueurs venus de la région lyonnaise. Heureusement, l'artisan s'en est sorti indemne mais qu'en aurait-il été s'il avait été attaqué pendant un trajet ? Sans port d'armes, il est facile d'imaginer le pire. Rappelons par ailleurs que le « tourisme criminel » s'est massivement accentué depuis l'entrée de la Suisse au sein de l'espace Schengen.

Cela, notre Conseiller National Jean-Luc Addor l'a bien compris et ce sont notamment ces raisons qui l'ont poussé à déposer une interpellation afin de comprendre pourquoi les armuriers ne peuvent pas avoir ce fameux sésame. L'interpellation n'a malheureusement pas suscité une quelconque émotion de la part de notre Conseil fédéral qui s'est contenté de la balayer en affirmant que le problème résidait dans la sécurisation des locaux d'armurerie et que l'ordonnance y relative (déjà très stricte) était en passe d'être durcie. En résumé, la criminalité en provenance de l'Union Européenne

menace des vies et des entreprises à cause notamment de frontières qui n'en sont plus, et la réponse de nos autorités face à cela est la restriction de la loi.

Depuis 2019, il y a eu une trentaine d'attentats terroristes en Europe se caractérisant notamment par des attaques à l'arme blanche ainsi que par plusieurs morts et des dizaines de blessés. Mais encore une fois, le port d'armes citoyen irrite, inquiète et surtout, se voit être rejeté en bloc par nos autorités. La question qui se pose alors est de savoir pourquoi ne permettons-nous pas à des armuriers ou même à tout à chacun dans ce pays, d'avoir accès au port d'armes ? Que craignent nos autorités ? Que tout le monde s'entretue ? Cela n'a pas de sens dans le troisième pays le plus armé au monde avec les statistiques de morts par balles parmi les plus basses sur le globe. Il est en réalité difficile de répondre objectivement à cette question mais l'intérêt public constamment allégué n'est vraisemblablement qu'une parade qui a le don de susciter des craintes légitimes auprès de ceux qui estiment que notre démocratie tend à s'effriter.

Sur fond d'attentats terroristes menés partout en Europe et de braquages souvent violents, le silence ainsi que l'abstention de nos autorités sont inquiétants voire révoltants. Penser à interdire alors que nos libertés s'effritent de jours en jours n'est qu'un pas supplémentaire vers la fin de la démocratie que nous connaissons.



NON
à l'initiative 99%
de la gauche radicale



« Mariage » pour tous.x.tes : enjeux civilisationnels



Par Kevin Bonvin, membre JUDC VR

Le 26 septembre prochain, nous saurons si la Suisse tombera dans l'escarcelle des États prétendument évolués ou si un miracle permettra le maintien du *statu quo* actuel. Le 18

décembre 2020, en pleine crise COVID, alors que les commerces sentaient déjà la nouvelle fermeture forcée et anticipaient de longs mois de ruine financière et morale, le Parlement adoptait une initiative déposée par les forces de gauche en 2013 concernant l'extension du « mariage civil pour tous ».

La Conseillère fédérale Karin Keller-Sutter affirme que la modification du Code civil met fin à l'inégalité de traitement entre couples de même sexe et couples de sexes opposés et qu'elle met l'accent sur le bien de l'enfant. Pour le moment, elle exclut l'ouverture à la gestation pour autrui (GPA) ou au don d'ovocyte. Pourtant, nous ne sommes pas dupes. En 2012, le gouvernement français fit la même promesse ; ils viennent de légaliser au forceps la PMA pour les lesbiennes (à quand la GPA ?), après deux ans de navette parlementaire. Et nul ne peut jamais revenir sur les grandes « avancées » de la gauche. Ne soyons donc pas naïfs et refusons cette révolution, qui supprime le « mariage » aux yeux de la loi pour mieux consacrer des « unions » civiles indépendamment du sexe des « unis ». Ce renversement législatif masque un changement de paradigme civilisationnel dramatique.

Faits

Le partenariat enregistré fut accepté en Suisse en 2005 contre la promesse des initiants de ne jamais réclamer l'égalité matrimoniale en vertu des réalités biologiques qui empêchent toute procréation entre individus de même sexe ; ce fut la même chose en France avec la socialiste Élisabeth Guigou, ministre de la Justice, qui promit qu'il n'y aurait jamais mariage après le PACS. En effet, la gauche reconnaissait alors que l'égalité totale des droits dans ce domaine étaient, au mieux, insensée, au pire, prématurée. Les voici qui renient leurs promesses et ne cachent plus leur agenda transhumaniste. Le mariage doit être pour tous ou ne pas être au nom d'un égalitarisme qui, déjà en 1917, fit long feu.

Le mariage s'effondre chez les couples hétérosexuels, fragilisés par une évidente perte de sens et de sacralité ; en étendant l'usage aux couples de même sexe lui portera le coup de grâce. Tous ceux qui croient « revaloriser » le mariage en permettant à 5% (estimation large) de plus de la population d'y prétendre (quoique rien n'empêche un mariage de raison, il en existe des milliers en Suisse) s'intéressent davantage aux nombres d'unions qu'à leur pérennité. En France, le PACS fit s'effondrer les mariages, les couples hétérosexuels (ou, pour être plus précis, les concubins d'un moment) préférant la « flexibilité » du premier. Quel parent rêve d'entendre son enfant lui annoncer son PACS au lieu de son mariage ? Toute la sacralité de ce qu'est (ou devrait être) l'amour matrimonial trépassa au profit d'une bureaucratisation légaliste absurde et d'un business hypocrite et purement consumériste autour de noces 2.0 répétables à l'infini.

Plusieurs études universitaires tendent empiriquement à montrer que les unions lesbiennes ont une très faible stabilité au Royaume-Uni, en Scandinavie, aux Pays-Bas, aux États-Unis, et en Belgique. Leur taux de divorce est presque systématiquement deux fois plus élevé que celui de leurs homologues masculins. Et Karin Keller-Sutter qui prône la stabilité de l'enfant...

Quant aux unions masculines, si elles semblent *a priori* plus solides, il ne faut pas négliger une réalité sociale indéniable : les sérieux coups de canif au contrat stipulant la fidélité dans le mariage. Il suffit de se connecter aux applications de rencontres entre hommes comme Grindr, PlanetRomeo ou Scruff, par ailleurs gratuites et sans aucune vérification d'âge, pour y découvrir un nombre impressionnant de couples ou d'hommes en couple qui trompent leur partenaire avec ou sans sa permission. Quelle stabilité de l'enfant au sein de couples ouvertement libertins ? Un tel mode de vie chez un couple traditionnel mène inmanquablement au divorce, alors pourquoi se marier ?

Enfin, question essentielle au cœur du mariage : quid de la filiation ? Il s'agit d'une réalité biologique universelle : un enfant ne peut être procréé que par la fusion d'un gamète mâle et femelle. Deux femmes ne seront jamais pleinement mères d'un même enfant ; quant aux hommes, inutile de rappeler qu'il leur faut passer par la case GPA, en d'autres mots « fabrication d'enfant sur catalogue via mère porteuse et donneuse d'ovocyte » : il s'agit ni plus ni moins que de commander sur Amazon un bébé-objet : c'est le retour de la marchandisation de l'être humain, comme durant les grandes heures de l'esclavagisme antique ou triangulaire. Il semble alors incongru que la gauche, militante de la première heure des droits humains, puissent sombrer dans le mépris absolu de l'enfant au nom d'un « progrès sociétal » qui fait fi de toute l'humanité dont elle se réclame. Remarquons au passage que les pédopsychiatres, qui affirmaient encore au début du XXI^e siècle la nécessité de la complémentarité homme-femme pour une construction psychique et identitaire harmonieuse de l'enfant, ont été contraint au silence : l'obscurantisme règne et on se demande bien où est le bien de l'enfant...

Démocratie et mariage gay

Quatre nations (catholiques) ont voté par référendum sur le « mariage gay » : Croatie, Slovaquie, Slovaquie et Irlande. Seule la dernière, reniant ses racines et sa haute histoire nationale, à la fois identitaire et catholique, a massivement accepté le changement de son Code civil. Le lobbyiste Olivier Guérin écrivait dans un article de 2016 que le référendum n'était pas la forme la plus adaptée pour la législation du mariage gay : en effet, la vox populi n'avait jusqu'alors jamais accepté une telle disruption dans ses lois. M. Guérin déplorait en effet que la parole fût donnée « à une population qui ne se sent pas forcément concernée » et qu'il « vaut mieux éviter les questions qui peuvent éventuellement aggraver les divisions dans une société ». Cinq ans plus tard, les cartes sont rebattues. La question LGBTQIA+ est au cœur des politiques libérales de tout l'Occident, au détriment du bon sens et des arguments moraux, historiques, éthiques, religieux, anthropologiques et biologiques. Les gays étant aujourd'hui plébiscités (instrumentalisés ?) via les réseaux sociaux, les productions cinématographiques et littéraires, les organismes d'État, les think tanks, les lobbys et les personnalités publiques, il est devenu impossible de tenir tête à ce Léviathan sans en subir la morsure assassine. La masse est conditionnée à accepter ce qu'elle refusait autrefois. Je ne ferai aucun parallèle avec un autre conditionnement factuel concernant une certaine inoculation ou le port d'un certain masque...

Depuis Mai 68, le conditionnement à la tolérance, devenue synonyme de permissivité, mène au renoncement de ce qui fit l'Europe : son identité gréco-chrétienne. Or, le rejet de sa propre identité fait directement écho à ce qu'implique un mariage homosexuel : la destruction de la filiation et des origines biologiques de l'homme. Il convient d'en être conscient. C'est le nœud même de toute l'affaire.

Dieu merci, une certaine part de personnes homophiles ou homosexuelles en sont largement conscientes et le déplorent au même titre que les membres du « cishétéropatriarcat ». En effet, l'homosexualité n'est pas un gage de vote à gauche. En dehors des cercles militants, les homosexuels tendent à se positionner bien plus à droite que ce que la propagande médiatique

nous montre quotidiennement avec des Bilal Hassani, Laurent Ruquier, Pomme ou Angèle. Plusieurs journaux ont rédigé des articles pour comprendre le vote à droite, voire très à droite, d'une part toujours croissante de personnes homophiles. Les homosexuels de mon propre cercle social votent ainsi (presque) tous à droite, refusent le mariage, demeurent célibataires ou vivent à l'extrême limite en concubinage. Bien que certains regrettent ne pas être pères, tous affirment ne pas vouloir d'enfants, invoquant d'eux-mêmes leur refus de priver un enfant de sa mère biologique. L'argumentation est la même du côté du seul couple lesbien stable que je connaisse. La réalité biologique, anthropologique et sociale est reconnue,

ainsi que l'illustrent les propos des emblématiques Domenico Dolce et Stefano Gabbana : « Vous êtes nés d'un père et d'une mère. Ou, du moins, c'est ainsi que les choses doivent être. » Le sémillant acteur anglais Rupert Everett, lui-même ouvertement gay, ancien prostitué, victime d'homophobie à Hollywood après son coming-out dans les années 1990, a lui aussi violemment condamné en 2012 l'idée d'un mariage gay ; conservateur et « hors milieu », régulièrement épinglé par la bien-pensance LGBT libérale, il avait en effet déclaré : « Je pense qu'il n'existe rien de pire que d'être élevé par deux papas homosexuels. »

COMMENTAIRE



Ce que le capitalisme a fait de nous



Par Florent Morandi, membre JUDC VD

Dans un monde toujours plus moderne, toujours plus connecté, toujours plus homogène, toujours plus commercialisé, l'humanité ne sait plus d'où elle vient, ni ce qu'elle est. Le capitalisme, machinerie colossale dictant le cours d'une espèce entière, n'a comme pilote

qu'un libéralisme aveugle que rien ne contrôle, là étant précisément son but.

Fort heureusement, de plus en plus de voix s'élèvent contre ce système aveugle réduisant l'Homme à un outil de production. La gauche ? Évidemment ! Mais pas que...

Dis-moi qui tu es, je te dirai qui tu es vraiment

Beaucoup aiment classer, étiqueter, mettre les choses et les gens dans des cases. Ces cases sont étroitement liées au contexte et chacune possède des attributs qui, à défaut de faire large consensus, sont généralement imposés par des idéologues bruyants.

Ainsi, l'homme est un oppresseur, d'autant plus s'il est blanc ; alors que la femme est classée comme infériorisée. L'homosexuel est imaginé comme malaimé. L'immigré est forcément bienveillant, sans même que les faces viles de la nature humaine ne pondèrent cet état de fait.

En politique, l'opposition d'idées impose implicitement que ses acteurs se classent dans des soi-disant ensembles homogènes, ce qui ne participe pas à la nuance. C'est alors qu'un Vert sera forcément écologiste de par son étiquette, alors qu'un PLR ou un PDC ne le sera de toute façon pas, quelle que soit son opinion sur le sujet.

Ce clivage partisan ne repose pourtant que sur la simple association d'idées comme quoi – par exemple – seul un Socialiste peut prétendre défendre des concepts sociaux ; ou qu'un Bourgeois Démocrate ne peut, par essence, n'être que bourgeois.

Il suffit de constater les réactions outrées face à certaines prises de positions inhabituelles de certaines sections politiques alors opportunément taxées de « populistes », « profiteuses », ou accusées de « récupération » de certaines thématiques.

La fin ne choisit pas les moyens

Dans l'inconscient général, ce qui différencie les groupes partisans, c'est un appariement de buts et de moyens. Ainsi, comme mentionné dans la première partie, seuls les écologistes seraient à même de défendre l'environnement et avec leurs seules solutions.

Un tel manichéisme entre « ceux qui agissent » et « ceux qui profitent » ne fait qu'appauvrir drastiquement le débat et l'évolution de la société.

Le dogme s'installe alors, les oppositions se creusent et le législateur s'enfoncé.

Or, la pluralité de chemins qui tendent vers un but commun ne s'oppose pourtant pas à une appartenance politique en particulier.

J'en veux pour exemple la lutte contre le capitalisme, historiquement attribuée à la gauche dure et étroitement liée aux combats sociaux et environnementaux. Ce monopole pourrait bien prendre fin, n'en déplaise à une gauche maintenant occupée à d'autres combats.

Le naufrage néo-libéral

Soyez prévenus, ce qui suit se veut totalement partisan et assumé, mais vise à expliquer en quoi une vision anticapitaliste est totalement compatible avec une politique de droite.

Le capitalisme qui régit aujourd'hui une grande partie du monde moderne trouve ses racines dans la nature mégalomane et insatiable de l'Homme. Son destrier de longue date n'est autre que le libéralisme, courant de pensée levant toute barrière qui empêcherait à l'individu d'atteindre ses buts, foulant de facto du pied toute éthique humaine et tout code moral.

C'est donc ce marché qui a créé cette hydre infâme et ses multiples têtes que sont la globalisation, le libre-échange, la libre circulation, la numérisation, le désarmement de la justice, ou l'épuisement des ressources. Quoi de plus bénéfique au marché qu'un monde ultra-matérialiste harmonisé, sans frontières ni morale ?

À écouter la gauche contemporaine, ses opposants de droite seraient complices et complaisants avec ce capitalisme sans scrupules et destructeur, et ceci sans jugement objectif. Encore une fois, être de droite demanderait donc d'être complice de la finance, tolérants avec la destruction, ou favorable aux inégalités.

Ce qui rend cette vision obsolète, c'est justement la différence entre le but et le moyen d'y parvenir. La réponse face au système capitaliste n'est pas le subventionnement des défavorisés ou la taxation à outrance que prône le socialisme ; ni la décroissance extrême voulue par les écologistes radicaux. Selon moi, l'alternative passe par un retour à la communauté et à la simplicité.

Le communautarisme philosophique

Ce communautarisme, à prendre au sens « communautarien », ne doit pas être confondu avec le sens « communautariste » qui consiste en une rupture d'un groupe avec la société.

Le mouvement communautarien consiste en un rejet de l'individualisme au profit d'un engagement pour la société et une recentralisation des devoirs et des responsabilités. L'opposition au libéralisme se cristallise alors comme une relativisation des libertés individuelles au profit des intérêts de la communauté (je sais ce que vous allez penser, je ne défends là nullement les mesures sanitaires qui – au contraire – ne contribuent pas à l'intérêt du plus grand nombre).

Ce courant philosophique, théorisé à partir des années 1970 par des auteurs comme Charles Taylor ou Michael Sandel trouve ses origines dans les ouvrages aristotéliens et possède même des similitudes avec les théories de Karl Marx. Comme quoi...

Il faudrait des dizaines de pages pour définir précisément les finesses et les spécificités d'une telle philosophie. Ce qu'il faut retenir pour le moment, c'est que ce communautarisme met les intérêts du groupe avant les droits individuels et renforce ainsi l'éthique et la morale.

Simplicité et retour à l'essentiel

Outre cette réorientation communautarienne, mon approche contre le libre-marché doit également inévitablement passer par un retour à la simplicité. « Cet enfant qui boit dans le creux de sa main me rappelle que je conserve encore du superflu », énonçait sagement Diogène de Sinope il y a plus de deux millénaires. Le cynisme en tant que courant philosophique aurait beau s'opposer à certains postulats précédemment posés dans cet article, notamment à cause de sa tendance très libertaire, il convient néanmoins de s'en inspirer pour ses aspects auto-suffisants et frugaux. La vie simple implique alors de se contenter – principalement – de ce que l'on possède et de ce que l'on peut se procurer par soi-même.

Cultiver la terre, créer, échanger, pêcher, se chauffer ou se distraire sont autant de choses que l'Homme ne sait plus faire par lui-même. Bien des notions élémentaires ont été numérisées, industrialisées ou délocalisées au profit d'un marché grossièrement dématérialisé. Cet éloignement de l'individu avec sa terre et son essence a aujourd'hui entraîné une impression d'opulence irréaliste dans un monde artificiel qui pense encore pouvoir croître indéfiniment, ce qui le mènerait alors à son effondrement sous le poids de sa démographie et de ses besoins.

La cristallisation de cet engrenage est le péril urbain et ses marionnettes numérisées qui ambitionnent de façonner le monde à leur image mais

représentent tout l'inverse de l'humain rural, humble et pudique. Hélas, le premier est en train d'entraîner le second dans sa chute.

Un peu de tout, mais surtout de rien

Mon approche peut sembler ambiguë par sa tendance à s'approcher d'une forme de décroissance. Certes. Mais la modernité sans abus a toujours su se mettre au service de la simplicité.

Ce que la société capitaliste provoque, c'est la globalisation et l'homogénéisation des peuples dans un but de facilitation des échanges commerciaux. Ma proposition est une réaffirmation des communautés locales et un retour à une simplicité réaliste, sans superflu.

Sachons vivre entre nous, sans importer des problèmes qui ne sont pas les nôtres. Réapprenons à échanger et à nous entraider. Vivons avec notre temps et ses techniques, sans en abuser. La technologie doit être un outil, et non pas une projection de soi.

Réapprenons à cultiver notre terre, à cueillir, à créer ce dont nous avons besoin. C'est l'agriculture qui nous a fait survivre durant des dizaines de milliers d'années et non la finance, le libre-échange ou les réseaux sociaux. Ce retour à l'essentiel ne paraîtra brutal qu'à ceux qui vivent sous le joug de la modernité. Ceux qui auront su renouer avec leur essence humaine redécouvriront alors tant de choses, telles que nos ancêtres nous les ont laissées, les merveilles de nos traditions, ce que le vrai patriotisme signifie, les beautés de la Terre ou encore l'amour de son prochain.

Le jour où nous saurons à nouveau vivre entre nous et dans la simplicité, alors là seulement nous aurons le socle nécessaire pour affronter les épreuves de demain.



COMMENTAIRE

Cher·e·s lecteur·rice·s du journal L'Idée



Tania Balzarini
Membre JUDC VD

Iels doivent savoir, en lisant des articles ou recevant des mails, que l'écriture inclusive s'infiltré de plus en plus dans notre orthographe. En effet, notre belle langue française se voit criblée de points médians, de formules euphémisantes ainsi que d'ellipses pour se rendre davantage inclusive. En d'autres termes,

selon une minorité virulente, modifier certains aspects dans les formes écrites et orales de la langue - réservées au sexe masculin - contribuerait à la diminution du fossé inégalitaire entre hommes, femmes et personnes non-binaires (les fameux « x »). Toutefois, comment pourrions-nous être certains que ces modifications orthographiques soient réellement utiles à l'avancée, pour ne pas dire la lutte, de l'égalité des genres ?

Sans compter la perte de temps et d'énergie pour inscrire une simple formule de politesse au début d'une lettre ou d'un e-mail en usant le langage inclusif (cher·e·s employé·e·s) l'esthétique de la langue en est elle-même négligée. Essayez de lire trois pages remplies de tirets et de points médians, leur effet est immédiat. Il est tout bonnement impossible de se concentrer plus de deux paragraphes sur les propos de l'auteur·e (ou plutôt de l'autrice...). Cette ponctuation et ce langage politiquement correct ou de « langue de bois » imposés par une minorité spécialisée en linguistique rend le français illisible et imprononçable. De plus, l'emploi de ces formulations contraignantes enferment davantage les sexes dans des cases, ce qu'une partie de cette minorité cherche justement à abolir. Séparer les hommes et les femmes par un signe de ponctuation ne fait que souligner et affirmer leurs différences.

D'autre part, l'objectif de ce nouveau langage épïcène, tant à l'écrit qu'à l'oral, cherche notamment à déssexualiser la langue, la rendre la plus neutre possible. Les contraintes sont nombreuses : pour éviter de favoriser un sexe à un autre et d'heurter les sensibilités, il vous faudra trouver des tournures ou expressions s'adressant pareillement aux deux sexes, comme par exemple « les êtres humains » à la place des « hommes » ou encore « les membres de l'Assemblée fédérale » afin d'y inclure les femmes et les personnes non-binaires. N'oublions pas que ces nouvelles règles sont accompagnées d'une multitude d'autres formes à apprendre et à appliquer, ce qui revient à modifier un grand nombre de fondamentaux que nous avons préalablement établis au cours des siècles d'usage du français. A l'heure où la tendance est plutôt de faciliter l'orthographe et le lexique du français (la mise en vigueur de la nouvelle orthographe de 1990 par exemple) appliquer de telles mesures relève du paradoxe.

En définitive, les changements visant à inclure tout type de personnes (hommes/femmes/non-binaires) ou, à l'inverse, souhaitant « dégenrer » notre langue ne compenseront pas les inégalités présentes entre elles. Le langage n'est certainement pas neutre et véhicule une pensée, mais l'employer de la sorte ne résoudra en rien les conflits de genres. Il en est de même pour la technique des périphrases euphémisantes à l'encontre des différentes ethnies. Policer la langue pour éviter les discriminations semble produire l'effet contraire ; l'emploi des euphémismes et du langage épïcène est de courte durée, la spontanéité de la langue reprend rapidement le dessus.

Il est néanmoins nécessaire de garder à l'esprit que les langues évoluent en permanence et que de telles transformations, liées aux problématiques de nos sociétés actuelles sont inévitables. Il serait intéressant d'observer, durant ces prochaines années, l'évolution de la langue française face à ces nouvelles « tendances » sociales et politiques, tout en espérant que cette dernière sera toujours en mesure de véhiculer clairement et simplement nos volontés, ce qui relève tout de même de la vocation première d'une langue.



Actualités des Jeunes UDC suisses en un clin d'œil

Dans cette rubrique, le président parle de l'actualité et des points politiques importants des jeunes UDC.

187'500 signatures pour mettre fin à la crise de l'État et à la société à deux vitesses

Dès le 13 juin, les Jeunes UDC ont récolté des signatures pour le référendum contre le durcissement de la loi Covid de mars 2021. Pour des raisons d'organisation, nous avons envoyé nos signatures à l'Alliance d'action des cantons de Suisse primitive (Aktionsbündnis Urkantone), qui, comme les Amis de la Constitution et d'autres organisations, soutiennent également le référendum.

Le but du référendum est de mettre fin à la crise purement politique de l'État suisse et d'abolir la société à deux niveaux. D'un point de vue médical, la crise est terminée depuis longtemps. Le groupe à risque a pu se vacciner, les hôpitaux affichent une utilisation normale de leurs capacités et, parmi les plus de 65 ans, nous observons même une tendance durable à la sous-mortalité. Malheureusement, rien de tout cela ne compte. L'État ne veut pas renoncer à ses pouvoirs, installe une société à deux niveaux et laisse la jeunesse grandir dans une liberté factice et discriminatoire. La crise de l'État et une société séparée en deux classes sont honteuses et indignes de la Suisse.

Les politiciens ne montrent aucune volonté de revenir à la normale. Afin de légitimer leurs propres pouvoirs et les restrictions des droits fondamentaux, ils ne cessent de faire peur et d'effrayer la population avec des histoires toujours plus abscones. Contrairement à ce que prétendent de nombreux politiciens, la stratégie de vaccination et de dépistage ne s'avère pas mener vers la sortie de crise, mais bien constituer une partie de la crise. Cela s'explique par le fait que les mesures sont toujours appliquées, bien que toutes les personnes qui le souhaitent peuvent déjà être vaccinées. On oppose sans vergogne les vaccinés aux non-vaccinés, les vieux aux jeunes, et la société est profondément divisée. Les demandes visant à renforcer la discrimination à l'encontre des personnes non vaccinées se multiplient, alors qu'on nous avait promis à l'origine la fin du certificat Covid au cours de l'été. Pour sortir de la crise, il n'y a qu'une seule approche : la levée immédiate de toutes les mesures et le retour à la normale. Avec le référendum, nous donnons au peuple la possibilité de mettre fin à toute cette agitation et de tirer le frein à main le 28 novembre.



« Ces dernières semaines, nous avons ressenti une euphorie sans précédent chez les jeunes à devenir politiquement actifs et à collecter des signatures. C'est la première fois que nous recevons également un soutien notable des milieux politiques de gauche », déclare David Trachsel, président des Jeunes UDC.

Tels sont nos principaux arguments contre le durcissement de la loi Covid :

- ◆ Non à une société à deux niveaux. Parce que nous sommes un seul pays et une seule société.
- ◆ Non à de nouvelles mesures en automne et l'hiver prochain.
- ◆ Pas de vaccination obligatoire directe ou indirecte.
- ◆ Nous voulons revenir à la normalité. Il est grand temps de mettre fin à la crise de l'État et de revenir à des processus démocratiques normaux.
- ◆ Fin du paternalisme. Nous sommes des citoyens responsables.

L'initiative sur les rentes sera suivie d'une initiative sur les générations

Après de précédents désaccords entre les partis de la jeunesse, les Jeunes UDC ont décidé de soutenir l'initiative sur les rentes lancée par les Jeunes libéraux-radicaux. Entre-temps, l'initiative sur les rentes a été soumise avec succès. Les Jeunes UDC ont apporté près de 10'000 signatures. Il pourrait encore s'écouler un moment avant que l'initiative sur les rentes ne soit traitée par le Parlement. D'ici là, nous ne voulons toutefois pas perdre de vue la question des pensions de retraite. Nous lancerons donc l'initiative populaire « Oui à des retraites justes et sûres (initiative sur les générations) », avec d'autres représentants de partis de jeunes et des experts en matière de retraites. Comme l'initiative sur les rentes, l'initiative sur les générations veut soigneusement et progressivement lier l'âge de la retraite à l'espérance de vie. En outre, l'initiative sur les générations vise également le deuxième pilier. Aujourd'hui, le système de capitalisation prévu dans le deuxième pilier n'est plus garanti. Les jeunes actifs paient pour les pensions actuelles. Par conséquent, il ne restera plus grand-chose pour les jeunes à l'avenir. Cela ne peut pas continuer. La justice entre les générations doit être rétablie. Et c'est précisément l'objectif de l'initiative sur les générations.

Le Conseil des États en fait trop avec le nationalisme

Le Conseil des États a décidé de l'introduction de nouveaux quotas et règlements dans l'offre de streaming. Elle souhaite que les fournisseurs de streaming tels que Netflix et compagnie soient contraints d'inclure davantage de productions cinématographiques suisses. Concrètement, le Conseil des États veut que 4 % de tous les contenus d'un fournisseur de streaming proviennent d'une production suisse. C'est très bien. Le seul problème est que les consommatrices et consommateurs ne demandent pas ce contenu suisse. Cela oblige les fournisseurs de streaming à produire quelque chose qui ne peut être commercialisé par la suite. Le Conseil des États impose ainsi le nationalisme à la jeune population. Les JUDC rejettent cette idée. Il n'est pas possible que, dans le contexte de la crise actuelle, les politiques prévoient l'introduction de nouvelles taxes, de nouveaux quotas et de nouvelles réglementations. Ceux qui en souffrent sont les jeunes, qui doivent payer plus cher pour les services de streaming. Assez ! Nous n'acceptons plus de taxes, de quotas ou autres réglementations qui interfèrent avec la liberté des jeunes. Nous voulons être libres de décider ce que nous consommons et combien nous payons pour cela. La prétendue « Lex Netflix » doit être jetée à la poubelle !

Sauvons nos enfants de l'abrutissement



Par Florent Morandi, membre JUDC VD

Le monde va mal... Ceci, on l'entend souvent. Car ce n'est pas un fatalisme, ni une simple supposition rhétorique ; ceci est un constat objectif. Comment serait-il imaginable de penser que tout va pour le mieux et que notre société progresse ? Il faut être sacrément aveugle pour

le penser, et c'est bien ça le problème. Mais pourquoi le monde va-t-il mal ?

Qualifier ce qui ne fonctionne pas dans notre société peut être un exercice très subjectif. Ce que je souhaite pointer du doigt, dans la continuité de certains de mes articles précédents, c'est l'empoisonnement d'une génération complète qui, contrairement à ses aînés, n'a jamais pu acquérir les outils socio-intellectuels pour se prémunir contre un nivellement vers le bas de notre civilisation.

Cet essai résulte de longs mois d'observation, de réflexions et de lectures sur l'avilissement du monde et l'écho dévastateur que cela a sur la nouvelle génération. Le ton se veut pessimiste, mais la réalité est hélas, selon moi, bien sombre.

Born to be online

Après à peine quelques heures de vie, l'enfant est déjà référencé. Bon nombre de parents documentent la vie de leur bébé sur les réseaux, parci-
monieusement pour la plupart, à outrance pour certains.

A ce stade, tout ça peut sembler bénin. Ca l'est, en partie, mais cela pose les bases d'une banalisation de la mise à nu sur les réseaux. Ces parents, généralement issus de la génération Y, ont connu le boom d'internet. En se montrant complaisant avec les réseaux sociaux, ils préparent leur progéniture à en être dépendant.

A peine plus âgés, les petits en besoin d'attention et de stimulation demandent beaucoup de présence des parents. C'est le moment rêvé de les occuper avec la tablette, ou devant la télévision. Cette immersion soudaine d'un être en plein développement entraîne des conséquences colossales sur le développement cognitif de l'enfant : mauvaise acquisition du langage, problèmes de mémorisation, troubles de l'attention, mauvaise motricité, sommeil perturbé, sédentarité et troubles de la socialisation sont quelques unes des conséquences qu'a une exposition précoce de l'enfant aux écrans ; ceci même durant un temps très limité (*La fabrique du crétin digital*, M. Desmurget, 2019).

Les stigmates de cette destruction cérébrale sur nos bambins se font particulièrement sentir à l'adolescence. Les carences intellectuelles pèsent lourd au moment de l'émancipation et de l'arrivée dans la vie d'adulte. Cette période de vie est aujourd'hui indissociable du téléphone portable, fenêtre d'un monde fantasmé, d'où nos jeunes ne lèvent que peu le nez.

Une telle incapacité d'adaptation au monde réel ne peut qu'entraîner une perte de repères, un sentiment de persécution, un manque d'estime de soi et une mauvaise compréhension de la société.

Génération psychanalysée

Entre 2007 et 2017, le nombre de personnes ayant consulté pour des problèmes psychologiques a augmenté de 57%. Et l'augmentation est même de 75% depuis 2002 ans (Source : OFS).

Bien que l'on puisse aussi attribuer ces problèmes à l'évolution des diagnostics, à la déstigmatisation des traitements psychologiques, ou à la prétendue évolution de la société, on ne peut s'empêcher de penser, en se penchant un peu plus sur la situation, que l'environnement technologique dans lequel sont baignés nos enfants est un énorme catalyseur de mal-être.

La mauvaise acquisition du langage entraîne inévitablement une altération de la pensée, du jugement et de la socialisation ; mécanismes indispensables pour la survie, l'autonomie et la défense verbale et intellectuelle. Comment un individu dont le développement linguistique est altéré peut-il faire sa place et se défendre dans une société sans pitié, où répartie, capacités de négociation et éloquence sont indispensables ?

Le nivellement par le bas

Cette incapacité à faire face à un monde, pourtant bien plus bienveillant qu'il y a quelques décennies, est inquiétante. La faiblesse de cette génération, couplée à l'individualisme libéral de notre époque, est de plus dénuée de toute remise en question. « Un échec sera inévitablement la faute de la société, qui n'a pas fait en sorte que je réussisse. Mes capacités n'y sont pour rien, ou alors elles découlent aussi des faiblesses du système. Si je n'arrive pas, ce n'est pas à moi de m'élever, c'est à la civilisation de s'abaisser. » Voilà le raisonnement actuel.

Cette victimisation participe ensuite à aggraver le mal de notre civilisation. Car au lieu de bâtir une société solide, brillante et travailleuse ; on abaisse sans cesse le niveau pour compenser les carences, au lieu de les combler.

Cette génération sans repères, vidée de son intellect, se complaît ensuite dans ces adaptations qu'elle estime mériter pour pouvoir avancer. Mais le mal est fait et les perspectives se réduisent. Mis face à la dure réalité de la vie spartiate qu'entraîne un manque d'ambition, bon nombre d'entre eux veut plus de quotas, de lois, d'inclusion, de réinsertion, tandis que d'autres cèdent à des facilités intemporelles, comme vendre leurs charmes.

L'hypersexualisation des réseaux en est la preuve, tout comme l'essor de sites spécialisés où des filles de plus en plus jeunes et plus nombreuses monnayent leur corps, tout ça dans une banalisation des plus totales et avec l'approbation de la société libérale moderne.

Dans d'autres cas, ce manque d'autonomie intellectuelle et d'inventivité entraîne un ennui et un désœuvrement qui, souvent, débouche sur l'expression de pulsions primaires tels que violence, destruction et autres nuisances. Les faits divers parlent d'eux-mêmes.

Entre la victimisation face à un sentiment d'injustice, et le renoncement à la dignité, trop peu acceptent de reconnaître la vérité crue : on a fait naître une génération trop faible pour se sublimer, juste bonne à se soumettre à la machine capitaliste et aux pulsions animales de l'Homme.

Se transcender ou dépérir

Les seuls sachant survoler le cataclysme socio-intellectuel de notre époque sont les élites, économiques et politiques, qui n'ont jamais oublié le sens du dépassement de soi et l'importance d'être concurrentiel.

La société capitaliste repose sur cette exploitation de couches sociales démissionnaires par des oligarques d'éducation bourgeoise.

A défaut de s'en offusquer, ne faudrait-il pas s'en inspirer ? Reprendre le contrôle sur la décadence de l'humanité demande en priorité de redonner de la force à l'éducation et à la connaissance. Finie la pédagogie Facebook ; stop à la corporisation de l'humain sur Tiktok ; arrêtons la victimisation à tout va, esquivant classique pour nier sa propre médiocrité.

Il est temps de redonner à cette génération un cadre fort. De réinculquer le

respect, la valeur de l'effort et l'envie de progresser. Il faut rappeler à cette génération l'importance de lire, d'observer, d'être curieux, de comprendre le monde, de se cultiver.

Bien qu'il soit déjà trop tard pour beaucoup, il faut éloigner nos enfants des écrans, ces fossoyeurs de l'humanité. Il est grand temps d'entreprendre d'énormes changements, avant que cette culture de l'abrutissement ne s'inscrive durablement dans la société. Ceux qui étaient là avant sont encore là aujourd'hui, profitons de leur expérience. Car ces « boomers », tant raillés

par des jeunes ignorants, n'ont cessé de tenter – souvent maladroitement – de nous avertir.

Redonner à notre civilisation ses lettres de noblesse est la première clef face aux défis monumentaux de notre siècle. Seul un peuple fort pourra lutter contre les dérives capitalistes ou comprendre les enjeux écologiques. Bâtir une civilisation de qualité à partir de sa base, c'est donner à tous les outils pour réussir, indépendamment de sa race, de son sexe ou de ses mœurs. Affaiblir le peuple, c'est l'amener à lutter pour sa survie, or il n'y a pas d'égalités dans la lutte.

Défendre la liberté de la Suisse contre les villes roses-vertes



Par Marco Chiesa,
Président de l'UDC Suisse,
Ruvigliana (TI)

Très chère famille UDC, chers amis et sympathisants

La Suisse est un pays merveilleux et unique. La Suisse se distingue par sa démocratie directe, son indépendance, son fédéralisme, la diversité de ses langues et de ses cultures.

Elle est unique parce que ses citoyens jouissent de la plus grande liberté possible.

Où trouve-t-on cette liberté ? Elle vit aujourd'hui à la campagne. « L'air de la ville rend libre », disait-on au Moyen Âge pour évoquer le fait de se libérer de contraintes. Depuis, la réalité est bien différente.

Le récent vote sur la loi sur le CO₂ n'en est que le dernier exemple : la gauche caviar et les moralisateurs verts des villes veulent dire à tous les autres habitants du pays comment penser et vivre.

Ils veulent abattre nos frontières, ils caressent les clandestins et les criminels dans le sens du poil. Ainsi, ils peuvent constamment créer de toute pièce de nouveaux groupes de victimes ayant un quelconque droit au soutien de l'État. Que celui qui n'a pas encore eu sa part s'annonce !

La gauche caviar et les écolo-moralisateurs vivent dans leurs bulles, à l'écart de la réalité que vivent la plupart des gens dans ce pays. Ils considèrent la population rurale avec mépris et condescendance, tout en profitant des bienfaits des campagnes, par exemple grâce aux péréquations financières.

L'UDC ne tolère plus ce mépris. Nous déclarons la guerre à cette gauche moralisante et condescendante. Les villes qui mènent des politiques nuisibles pour notre pays et notre prospérité doivent être privées d'argent. Nous avons lancé diverses initiatives à cette fin. Par exemple, les municipalités qui tolèrent les clandestins sur leur territoire doivent payer tous les coûts engendrés par leur politique ! C'est la seule façon de mettre fin à ce laissez-faire.

Je dois le dire très clairement : la politique des villes de gauche est la politique des parasites. Ils sont les champions du monde pour accaparer et dépenser l'argent que d'autres ont gagné. Comme les parasites, ils vivent aux crochets des autres. Pire, ils sont devenus les champions des parasites sociaux en faisant venir en masse dans notre pays d'autres personnes qui vivent aux crochets des Suisses.

L'UDC ne veut pas de parasites sociaux ni de Suisse parasitée. L'UDC ne veut pas de parasites du tout. Notre parti se bat pour que la Suisse reste le pays le plus libre du monde. Nous ne pourrions préserver cette liberté unique que si nous remettons à leur place la gauche caviar et les éco-moralisateurs.

Dans cet esprit combatif et déterminé, je vous souhaite une Suisse libre et responsable !

LA REDACTION



EDITEURS :

- Union Démocratique du Centre Jeunes UDC Suisse

REDACTEURS (-TRICES) PERMANENT(E)S:

- Antoine Augsburger (VS)
- Tania Balzarini (VD)
- Kevin Bonvin (VS)
- Nicolas Fardel (VD)
- Guillaume Kolly (FR)
- Léonard Martin (VS)
- Florent Morandi (VD)
- Marion Vergères (VS)

MENTIONS LÉGALES

Directeur de la publication/

Rédacteur en chef: Thomas Fuchs, Conseiller de ville, a/Conseiller national et Conseiller cantonal, Berne-Niederbottigen, tf@thomas-fuchs.ch

Éditeur: Association de soutien SVP/JSVP

Rédaction DIE IDEE, Boîte postale, 3001 Berne
Collaborateurs permanents: Député David Trachsel, 4052 Bâle; Erich Hess, conseiller national, député et conseiller de ville, 3018 Berne; Patrick Freudiger, avocat, député et conseiller de ville, 4900 Langenthal; Andreas Gerber, 3537 Eggwil; Kevin Bonvin, 1950 Sion

Téléphone: 079 302 10 09

Fax: 031 981 41 61

Site internet: www.zeitungidee.ch

Courriel: idee@jsvp.ch

PC-Konto:

Junge SVP Suisse 15-176039-8

COMMENTAIRES ET ANNONCES

Des espaces publicitaires sont disponibles. Nos prix sont à disposition sur demande.

Les membres des Jeunes UDC et sympathisants de toute la Romandie sont libres de poster un article, une lettre ouverte ou un commentaire dans «L'IDÉE». Prière de vous adresser au rédacteur en chef pour plus d'informations.

Sauf en cas de dérapage flagrant, nous n'exerçons aucune censure ; les commentaires et lettres ouvertes ne doivent pas nécessairement être en accord avec la ligne de rédaction. Les débats contradictoires nourrissent la réflexion.

CONTACTS

idee@jsvp.ch
+41 (0)78 847 23 90
CCP Jeunes UDC Suisse
15-176039-8
www.jsvp.ch





Le laxisme du conseil d'État rose-vert en matière d'immigration coûte cher au contribuable vaudois



Par Nicolas Fardel, La Tour-de-Peilz (VD)
Secrétaire général de l'UDC Vaud,
membre du Comité des JUDC Vaud

Récemment, le Conseil d'État Vaudois a répondu à l'interpellation déposée par l'UDC concernant la problématique des sans-papiers dans notre canton et plus particulièrement sur les pertes financières engendrées par le laxisme du Conseil d'État rose-vert en matière de renvoi. Force est de

constater que la bienveillance de nos autorités vis-à-vis des requérants d'asile déboutés a coûté 10.7 millions de francs depuis le début de la législature politique. Il est grand temps que le Canton respecte enfin la loi fédérale en matière d'asile et renvoie immédiatement les requérants d'asile débouté !

Le canton de Vaud est parmi les mauvais élèves en matière d'expulsion des requérants d'asile déboutés ! Cette non-exécution de la loi fédérale sur l'asile a conduit la Confédération à renoncer au versement de plus de 10.7 millions de francs de subventions depuis 2017 et qui doivent, par voie de conséquence, être supportés par les contribuables vaudois. Nous ne pouvons plus tolérer la complaisance dont fait preuve le Conseil d'État rose-vert vis-à-vis des requérants d'asile déboutés et nous devons exiger des mesures concrètes de nos autorités afin de combattre cette problématique !!!

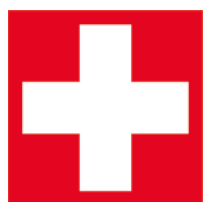
Le Canton doit renvoyer immédiatement tous les requérants d'asile déboutés

A mes yeux, le Canton doit dès à présent se plier à la loi fédérale sur l'asile

(LAsi) et immédiatement renvoyer l'ensemble des requérants d'asile sur son territoire. Nous ne pouvons pas accepter la réponse du Conseil d'État se cachant derrière des prétextes sociaux ou des collectifs d'extrême-gauche. Il est grand temps que nos autorités appliquent enfin la loi et renvoient les requérants qui méritent de l'être, principalement ceux ayant commis des délits !!!

3 millions chaque année à la charge des contribuables vaudois

Ce laxisme du Conseil d'État continuera de coûter très cher aux contribuables vaudois. Chaque année, une somme de 3 millions de francs est perdue par le Canton et, de facto, par les contribuables de notre canton. Il est impératif de corriger les manquements volontaires de nos autorités en évitant de mettre la facture sur le dos des contribuables vaudois !



**La politique t'intéresse ?
Tu souhaites t'investir pour ton pays, la Suisse ?
Engage-toi dès maintenant !**

- Je souhaite devenir membre des Jeunes UDC
- Je souhaite m'abonner au journal « L'IDEE » en français (abonnement CH : CHF 35.–)

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

NPA _____ LOCALITE _____ CANTON _____

DATE DE NAISSANCE _____ TEL. _____

EMAIL _____ SIGNATURE _____

A remplir et renvoyer à : JEUNES UDC SUISSE, CASE POSTALE 6803, CH-3001 BERNE, IDEE@JSVP.CH

